

GAUCHEBDO



SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 4 • 25 JANVIER 2014 • CHF 3.-

Il y a vingt ans,
le «Ya basta!» des zapatistes
au Chiapas

page 5



Cinéma. «Verliebte Feinde»
ou l'histoire d'Iris et Peter von Roten,
couple iconoclaste et libre

page 7



Les femmes romandes
défendent le droit
à l'avortement

page 2

Les Verts tessinois se bercent d'illusions

VOTATION DU 9 FÉVRIER • Sergio Savoia et les écologistes tessinois sont bien naïfs de croire que l'acceptation de l'initiative «contre l'immigration de masse» permettrait de répondre aux problèmes posés par la libre circulation. Le texte n'a pas été conçu pour garantir l'emploi aux Suisses à des salaires suisses.

La nouvelle n'est pas passée inaperçue: les Verts tessinois soutiennent l'initiative de l'UDC «contre l'immigration de masse». Coordinateur du parti, Sergio Savoia s'est expliqué en long et en large dans les médias sur cette position pour le moins paradoxale. Impossible de donner tort au député tessinois, sauf sur deux points. Et pas des moindres. Sergio Savoia fait confiance au Parlement pour corriger les «excès de l'initiative», comme la limitation du regroupement familial et du droit d'asile. Et l'ancien présentateur-vedette de la RTSI apparaît encore plus naïf de croire qu'une acceptation de l'initiative de l'UDC le 9 février permettrait au final de répondre aux problèmes posés par la libre circulation. Le texte présenté par l'UDC est en effet xénophobe, il ne vise nullement à protéger l'emploi et les conditions de travail des salariés. Son entrée en vigueur n'empêcherait aucunement les patrons de faire appel à la main-d'œuvre extérieure et à pratiquer la sous-enchère salariale. Il est totalement illusoire d'espérer que le Parlement, qui refuse systématiquement tout progrès social et qui a démolé le droit d'asile à coups de réformes successives, se préoccupe soudainement des requérants ou de garantir l'emploi aux Suisses à des salaires suisses. Par contre, une victoire de l'UDC le 9 février permettrait au parti de peser encore plus dans la politique suisse avec sa ligne xénophobe et antisociale.

Pour lutter efficacement contre le dumping et protéger du chômage les travailleurs mal qualifiés, les jeunes et les plus de 50 ans, nous avons besoin d'un salaire minimum – sur lequel nous voterons le 18 mai prochain –, d'un droit à la formation, de rentes-pont, d'une consolidation de la législation sur le travail avec une véritable



Le texte proposé par l'initiative xénophobe et antisociale de l'UDC n'empêcherait nullement les patrons de faire appel à la main-d'œuvre extérieure et à pratiquer la sous-enchère salariale. Bien au contraire.

Haykel Ezzeddine / Planète photos

inspection des entreprises et la pénalisation des patrons voyous, etc. Toutes choses que l'UDC rejette systématiquement.

«Que nos amis croates nous pardonnent»

Egalement Tessinois, Leonardo Schmid partage le constat du député écologiste sur la libre circulation: «Elle n'est pas du tout appréciée par les travailleurs. L'abandon des contingents a eu un impact énorme sur le chômage, la concurrence entre les travailleurs s'est renforcée sur les lieux de travail. A cause de la crise, beaucoup de chômeurs de toute l'Union européenne sont arrivés en Suisse pour tenter leur chance. Conscient de disposer d'une grande réserve de main-d'œuvre, le patronat a multiplié les attaques et les abus.» Mais pour ce secrétaire syndical d'Unia, la solution ne réside pas dans «le système d'apartheid» voulu par

l'UDC: «Les contingents de travailleurs étrangers admissibles en Suisse seraient établis sur des fondements racistes et arrangeraient les entrepreneurs. Ce n'est pas en divisant les êtres humains en différentes catégories, bénéficiant de plus ou moins de droits, qu'on sortira de l'exploitation», estime ce militant de la section cantonale du Parti suisse du Travail – POP. «Malheureusement, la propagande de la droite et des lobbys patronaux contre cette initiative raciste a créé de la confusion en dénonçant le risque de faire tomber tous les accords bilatéraux avec l'Union européenne! Ça a été le meilleur des arguments en sa faveur.»

Justement, le jeune syndicaliste et une partie de la gauche veulent s'y attaquer à ces accords bilatéraux, à l'occasion de l'extension de la libre circulation à la Croatie qui ouvrira la possibilité de lancer un référendum. C'est ce qui semble bien être en l'état le seul

moyen offert d'arracher des concessions alors que la droite et le patronat n'entendent pas pour l'heure renforcer les déjà faibles mesures d'accompagnement. «Que nos amis croates ne nous en veulent pas. Nous voulons une renégociation des accords, laissant derrière le dumping salarial, la crise agricole, la dérive sécuritaire et le trafic poids lourds, sacrifiant le secret des banquiers plutôt que les vies des travailleurs», explique Leonardo Schmid, qui précise lutter «pour une véritable libre circulation, où les étudiants, les artistes ou les touristes du monde entier pourraient séjourner en Suisse librement, où les travailleurs migrants, comme les résidents, auraient le droit de s'établir et de travailler de manière sûre, avec leur famille, et où les réfugiés politiques qui luttent pour la liberté, la paix ou le socialisme seraient accueillis à bras ouverts». ■

Jérôme Béguin

Le FAIF reçu presque 5 sur 5 par le Parti suisse du Travail - POP

6,4 milliards de francs. C'est la somme que la Suisse entend mettre dans le rail d'ici 2025, si le peuple suisse accepte le programme de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) et son Fonds d'infrastructure ferroviaire (FIF). La Confédération en restera le principal contributeur, à hauteur de 80%, soit pour 4 milliards. Ceux-ci proviendront des ressources générales de la Confédération, de la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP), d'une partie de la taxe sur la

valeur ajoutée (TVA) et de l'imposition des huiles minérales (jusqu'en 2030). Environ un milliard de francs sera tiré de sources nouvelles. Ce montant proviendra notamment de contributions supplémentaires des cantons et d'un pour mille de la taxe sur la valeur ajoutée. Les voyageurs seront aussi forcés de passer à la caisse par le biais du prix des billets et abonnements et par le plafonnement à 3'000 francs de la déduction fiscale pour frais de transport. La première tranche d'aménagement concernera notamment des mesures d'amélioration

de l'offre sur les lignes Lausanne-Genève, Berne-Lucerne OU Zurich-Coire. Les voyageurs pourront bénéficier de la cadence à la demi-heure sur plusieurs tronçons, voire au quart d'heure dans les zones urbaines et les agglomérations. Il permettra aussi l'achèvement de la rénovation des gares de Genève et de Lausanne. A l'exception de l'UDC, tous les partis soutiennent le FAIF, de même que de nombreuses autorités cantonales et des villes comme la Municipalité de Lausanne. Pour sa part, le Parti suisse du Travail - POP

appelle à voter pour le programme, avec un OUI critique. S'il soutient un projet qui permettra à la Suisse de «bénéficier d'un réseau performant, qui pourra encourager la mobilité douce», il dénonce la contribution qui est demandée aux contribuables, aux pendulaires et aux voyageurs par la hausse des prix et de la TVA. «Nous rappelons que nous luttons pour une baisse des tarifs et, à terme, pour la gratuité des transports publics», souligne expressément le parti dans un communiqué. ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

Le programme minimum à respecter en Syrie

Que peut-on attendre de la Conférence de Genève 2 sur la Syrie qui se tient actuellement dans un climat tendu à Montreux et qui se prolongera à Genève à partir du 24 janvier? Quelle avancée espérer dans la concrétisation de l'accord de Genève 1 qui prévoit la mise en place dans un futur plus ou moins proche «d'un gouvernement de transition aux pleins pouvoirs»?

Bachar el-Assad aura beau jeu de vouloir y participer, ambition qu'il ne cache pas puisqu'il a décidé de se présenter aux élections présidentielles, arguant qu'il est le dernier recours face au chaos, symbolisé par les milices jihadistes étrangères qui pullulent dans ce pays. De leur côté, les forces d'opposition, comme le Conseil national syrien (CNS), le premier groupe d'opposition ayant fédéré les opposants dès les débuts de la crise syrienne, se discréditent aussi du fait de l'appui que leur apportent certains partenaires encombrants comme le Qatar ou d'autres Etats de la Péninsule arabique. Autant dire que de nombreux écueils persistent encore pour une sortie politique du conflit.

Face à cette impasse, l'un des enjeux plus concrets et immédiats, mais essentiels, est de faire avancer une sortie humanitaire et sanitaire de cette guerre civile après trois ans de désolation. Ce serait une grande avancée de Genève 2. Alors que la destruction de l'armement chimique du régime prend du retard, il est vital que soient rapidement mis en place des corridors humanitaires permettant l'acheminement d'aliments et de médicaments pour la population. De même qu'il faut permettre des cessez-le-feu temporaires, prémices à l'arrêt des bombardements indifférenciés des populations civiles, mais aussi à l'expulsion de toutes les milices militaires étrangères. Il faut aussi que les hôpitaux puissent remplir leur mission sans crainte de la répression et que les prisonniers politiques cessent d'être torturés et soient libérés rapidement.

Par la force des choses, les factions en conflit et leurs chefs qui n'honoront pas ces engagements de respect des droits humains et qui continueront à avoir du sang sur les mains n'auront de facto pas vocation à reprendre les rênes du futur gouvernement de la Syrie et devront répondre de leur intransigence meurtrière devant un tribunal international.

Joël Depommier

Non au retour vers un passé rétrograde!

VOTATION DU 9 FÉVRIER • Les féministes sont descendues dans les rues de Genève et Lausanne pour défendre l'IVG.

Samedi 18 janvier avaient lieu à Lausanne et à Genève des manifestations pour protester contre l'initiative «financer l'avortement est une affaire privée». Elles ont réuni respectivement 1'500 et 1'000 personnes. Un très beau succès! A Lausanne, c'est à l'appel de Feminista que s'est créé un comité unitaire en vue de la votation du 9 février. Ce collectif, rassemblant une très large coalition de partis allant de la gauche de la gauche (POP-solidarité) à la droite (PBD), en passant par nombre de syndicats et associations féministes, a adopté le nom percutant de CLAC pour «Collectif pour le droit à l'avortement et à la contraception». Et c'est bien une claque que l'on veut mettre à ce comité d'initiative qui nous propose cette initiative rétrograde. C'est d'ailleurs pour dénoncer ce retour en arrière que des portions de la manifestation de Lausanne ont été parcourues en arrière et en arborant aiguilles à tricoter et autres cintres en fer.

Outre l'appel à voter NON le 9 février, ces manifestations rappelaient en général les atteintes faites aux femmes dans le monde entier. Car malheureusement il n'y a pas que chez nous que nous sommes menacées d'un retour en arrière sur les droits des femmes. L'interruption volontaire de grossesse est un droit menacé partout depuis les Etats-Unis jusqu'en Hongrie, en passant par nos chers voisins français où s'est déroulée le week-end passé une manifestation rassemblant un nombre inquiétant de personnes en soutien au mouvement



La manifestation de Lausanne pour le maintien du remboursement de l'avortement par la LAMal a réuni près de 1'500 personnes. CLAC

pro-vie espagnol qui souhaite l'interdiction pure et simple du droit à l'avortement, droit pourtant acquis il y a moins de 4 ans. Au chant de «so, so, solidarités avec les femmes du monde entier», le rassemblement lausannois a offert une prise de parole à une jeune camarade espagnole qui nous a rappelé la situation plus qu'inquiétante dans son pays. Si la loi proposée par le gouvernement Rajoy passe – le nom de

cette loi parle de lui-même: «Loi de protection de la Vie du Conçu et des droits de la Femme enceinte» – l'avortement sera pénalisé à nouveau sauf dans deux cas très restrictifs: en cas de viol, ou en cas de danger grave pour la vie ou la santé de la mère; l'IVG en cas de malformation du fœtus sera-elle interdite ainsi que l'information sur les méthodes d'IVG. Ceci n'est purement et simplement qu'une violation

du droit de la femme à disposer de son corps. Le 1er février aura lieu à Madrid une grande manifestation d'opposition à cette réforme, suivie par des manifestations en France et ailleurs. En Suisse, la coordination nationale de la Marche mondiale des femmes appelle toutes les femmes et hommes à se rendre le vendredi 31 janvier à midi à Berne, devant l'ambassade espagnole.

Comme on le voit, les luttes sont nombreuses tant au niveau international que national – on nous promet d'ores et déjà d'autres initiatives portant atteinte au droit des femmes et donc de la société entière. Mais le CLAC compte rester bien présent et continuer à défendre l'égalité à tout prix. Une des choses les plus encourageantes dans ce collectif c'est qu'il est composé d'une majorité de jeunes femmes motivées. D'ailleurs les nombreux remerciements reçus par les organisatrices de la part de la génération précédente ont prouvé l'importance de cet engagement. Que nos illustres aînées, qui se sont battues pour les droits dont nous profitons maintenant, soient assurées que nous ferons tout pour honorer leur combat. ■

Céline Misiego

Jeudi 6 février 19h30 projection au Cinéma Oblo (9, av. de France, Lausanne) du film «Un délai de 30 ans», documentaire retraçant la lutte des mouvements féministes en Suisse pour obtenir le droit à l'avortement; ce film de 50 min. Il sera suivi d'une heure de discussion; entrée libre, chapeau à la sortie.

LIRE AUSSI EN PAGE 6

Les anti-WEF mijotent leur riposte

SUISSE • Les Jeunes Verts suisses dénoncent la présence du gouvernement au grand raout, alors que les anticapitalistes seront à Davos.

Du 22 au 25 janvier se tient le traditionnel World Economic Forum de Davos dans les Grisons, où se rendront pas moins de 5 conseillers fédéraux. Cette année, le thème essentiel de la grande messe, qui réunira près de 2'500 dirigeants mondiaux, sera: Reconfiguration mondiale: quelles conséquences pour la société, la politique et le business? Le Forum consacrera d'amples débats à la thématique de la santé, particulièrement mentale de la population mondiale, «cause d'absentéisme dans de nombreux secteurs et industries et dont les coûts cumulés sur l'économie mondiale est estimé à 1'600 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années». Autre sujet au menu du grand raout: le changement climatique et ses effets connexes tels que les phénomènes météorologiques extrêmes, les crises alimentaires et



Une marche des zombies se déroulera à Davos pour fustiger le «capitalisme malade».

les crises de l'eau. Le forum veut favoriser le partenariat public-privé, estimant que «les changements environnementaux créent de nouveaux défis, en offrant également des possibilités énormes pour les entreprises et l'innovation». Tout est dit, mais tous ces beaux principes sont cependant loin de convaincre les

opposants qui considèrent que le WEF est le laboratoire idéologique de la dérégulation mondiale, qui a amené à la crise financière de 2008. Et qui demandent une réorganisation de l'économie mondiale: «La seule vraie conséquence de l'échec du néolibéralisme et de la bourgeoisie en Europe et dans le monde entier est une mondialisation radicale par le bas plutôt que par le haut. Une allocation des ressources juste serait une répartition entre les pauvres et les super-riches. Il faut rendre concrètes la démocratisation et une économie respectueuse de l'environnement à une échelle globale. L'exploitation des êtres humains et de la nature sur le dos du Tiers-Monde doit être traitée par des réglementations globales plutôt que par l'administration des calmants que sont les déclarations de principe», expliquent ainsi les

Jeunes Verts suisses dans un communiqué. Ils en appellent à une «mondialisation par le bas» et exigent que le Conseil fédéral ne participe pas financièrement à la tenue du WEF et ne s'y rende pas. Objectif manqué, puisque la Confédération participe à hauteur de 3 millions aux coûts de la sécurité.

Des zombies à Davos

Pas en reste les militants altermondialistes de l'anti-WEF de Berne qui veulent la suppression du WEF ont organisé une semaine de résistance qui culminera le samedi 25 janvier avec un rallye à partir de 14 heures dans la capitale fédérale. «La propagation géographique du capitalisme a atteint pratiquement toutes les régions du monde. Dans le Tiers-monde, le contraste de la misère de masse et de la richesse matérielle est en augmentation rapide, malgré les

promesses de prospérité liées aux plans d'ajustement structurel, à la vente des ressources ou à la production à bas coût. Dans les pays occidentaux, la paupérisation s'accroît pour des millions de gens. Cette misère de masse et cette exploitation ont leurs racines dans le système capitaliste», fulminent les militants autonomes.

De son côté, le Wipe out WEF organise le même jour dès 13 heures une marche des zombies à la Davos Platz. «En devenant des morts-vivants sans âme, nous voulons montrer que l'économie mondiale est malade et que le WEF, avec son rêve d'un de réglementer l'économie mondiale à travers des conversations entre personnes de l'élite auto proclamée, est mort», soulignent les organisateurs de l'événement festif et ironique dans leur tract. ■

Joël Depommier

Public Eye Awards à Gazprom et Gap

Comme chaque année, en marge du WEF, la Déclaration de Berne et Greenpeace ont décerné leurs Public Eye Awards – l'un voté par le public, l'autre par un jury d'experts – pour récompenser les pires entreprises mondiales. Cette année huit entreprises étaient dans la course comme Syngenta, Bayer et BASF soupçonnés de tuer les abeilles avec leurs pesticides toxiques ou la FIFA, accusée de violer les droits humains. C'est finalement la multinationale russe Gazprom qui a gagné le prix du public. Principal grief: son projet de réaliser la première exploitation pétrolière arctique qui risque de provoquer des dégâts irréversibles pour l'environnement. Elle avait été sous les feux de la rampe suite à l'action des militants de Greenpeace, dont le Suisse Marco Weber, contre l'installation. De son côté, la marque de vêtements Gap et son irresponsabilité suite à la catastrophe dans l'usine du Raina Plaza à Dacca ont empoché le prix du jury. Celui-ci rappelle que l'entreprise a refusé l'accord contraignant sur la sécurité incendie et bâtiments dans ses usines du Bangladesh, en sapant les efforts des



Greenpeace a exhibé symboliquement 4 ours morts, victimes de Gazprom. Greenpeace

ONG par sa promotion d'un programme de contrôle non contraignant sous supervision des entreprises. ■

JDr

Infos sur www.publiceye.ch/fr

GAUCHEBDO

ABONNEMENT

Chaque semaine, la tribune des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui veulent changer la société. Abonnez-vous!

<input type="checkbox"/> Abonnement au journal papier		<input type="checkbox"/> Abonnement pdf	CHF 110.-
<input type="checkbox"/> Soutien	CHF 250.-	<input type="checkbox"/> Abonnement papier + pdf	
<input type="checkbox"/> 1 an	CHF 150.-	<input type="checkbox"/> Soutien	CHF 250.-
<input type="checkbox"/> 1 an réduit	CHF 75.-	<input type="checkbox"/> 1 an	CHF 200.-
<input type="checkbox"/> 6 mois	CHF 80.-	<input type="checkbox"/> 1 an réduit	CHF 125.-
<input type="checkbox"/> 6 mois réduit	CHF 40.-		
<input type="checkbox"/> Essai (3 mois ou 12 numéros)	CHF 10.-		

Si vous souhaitez combiner votre abonnement papier avec le pdf, rendez-vous sur www.gauchebdo.ch/pdf

Tarif réduit pour apprenti-e-s, étudiant-e-s, chômeur-se-s, AVS/AI. Merci de joindre un justificatif.

Nom : Prénom :

Adresse : NPA - localité :

Téléphone : Courriel :

A renvoyer à **Gauchebdo, Service des abonnements, case postale 168, 1211 Genève 13**

Vous pouvez aussi vous abonner par téléphone (079 686 79 37) et sur le web (www.gauchebdo.ch/abo)

Berne se soucie des banques et des proprios

LOGEMENT • Du fait des risques de bulle immobilière, les banques devront augmenter leurs fonds propres, alors que les loyers augmentent.

Le Conseil fédéral renonce à protéger les locataires efficacement, comme on l'a vu (voir notre précédente édition), mais se soucie aujourd'hui des intérêts des banques et des propriétaires. En effet, les taux hypothécaires continuent à être très bas, le marché immobilier continue d'enfler et les dettes hypothécaires de gonfler. La bulle immobilière se fait plus menaçante et la Banque nationale (BNS) a tiré la sonnette d'alarme.

Le gouvernement vient donc de décider d'imposer aux banques de nouvelles réserves afin de limiter les risques de crédits hypothécaires. Dès le 30 juin 2014, les banques devront relever le volant anticyclique de fonds propres de 1% à 2%, en fonction des garanties de gages immobiliers qu'elles détiennent. Lors de la première augmentation qui avait été exigée l'an dernier, les banques avaient poussé de hauts cris, certaines affirmant que, dans ces conditions, elles n'auraient plus les moyens d'accorder des prêts



Les prix de l'immobilier atteignent des sommets, alors que les taux hypothécaires restent bas.

Maulini

hypothécaires. Il n'en fut rien bien entendu. On le constate en considérant l'ampleur du marché immobilier. Il n'est donc pas étonnant d'entendre à nouveau des cris d'orfraies à l'annonce de la décision du Conseil fédéral. Une telle décision

n'aurait pas été nécessaire si tous les établissements bancaires avaient fait preuve d'éthique et avaient jugé utile de travailler avec prudence. Mais bon, ces frais supplémentaires et l'augmentation des réserves seront reportés sans coup férir sur

les clients. Surtout que ces mesures sont là pour protéger les banques de la culbute.

En revanche, on peut continuer à se faire du souci pour les locataires. Si les prix du marché continuent à emprunter l'ascenseur, les malheureux locataires vont le payer cher.

Les banques mieux protégées que les locataires

En septembre dernier, l'EPF de Zurich annonçait le refroidissement du marché immobilier. Il s'agissait essentiellement d'une moyenne, puisque tant à Zurich qu'à Lausanne ou dans le Jura nord vaudois l'alerte reste vive. L'étude signalait ainsi qu'au bord des lacs, l'immobilier coûte 69% de plus qu'en 2007. Cette augmentation est même de 130% dans le Val d'Entremont – la proximité de Verbier n'y est sans doute pas étrangère. Comment vont donc faire les personnes qui travaillent sur ces lieux pour trouver un logement accessible? Selon une

étude Comparis, les acheteurs immobiliers au bord des lacs doivent payer actuellement jusqu'à deux tiers de plus qu'il y a six ans! Certes, il y a des endroits qui sont passés de la catégorie «critiques» à celle de «surveiller», selon l'EPFZ. C'est le cas de Genève, selon l'étude, qui ne paraît pas menacée par la bulle immobilière, malgré l'envol du prix des maisons et des appartements.

Il n'en reste pas moins que les prix des biens immobiliers croissent beaucoup plus vite que les revenus des personnes. Mais cette constatation laisse de marbre Johann Schneider Ammann et le Conseil fédéral qui restent cramponnés au dogme des lois du marché. Les recommandations de la BNS leur paraissent plus respectables que celles de l'ASLOCA. Les locataires, très souvent tétanisés par la peur de perdre leur logement, auraient-ils oublié qu'unis ils sont forts? ■

Christiane Jaquet

Une politique qui détériore le climat humain

NEUCHÂTEL • La droite du Grand Conseil et le Conseil d'Etat de gauche sont unanimes pour baisser l'aide sociale aux plus démunis.

Les électrices et les électeurs ont choisi une majorité de droite pour le Grand Conseil. Celle-ci impose des solutions qui répondent aux intérêts de ses adhérents et sympathisants. La baisse des aides sociales, dont on parle ces jours-ci, fait partie des «solutions» libérales. Elle évite aux plus fortunés de participer financièrement au maintien social des personnes en mal de vivre. C'est pourtant la politique libérale qui crée les besoins sociaux occasionnés par le chômage, les emplois précaires, les concentrations d'entreprises, etc. et non pas la passivité des femmes et des hommes qui en ont besoin. L'UDC,

maître des doubles discours, prétend défendre les intérêts du peuple en rognant partout où elle le peut les solutions sociales, croyant démontrer par son arrogance que «si on veut, on peut».

Si les grands maîtres de l'économie et de la finance le voulaient, le chômage serait inexistant. Une telle pratique, de bons sens, pourrait construire une plus grande humanité. Elle serait immédiatement praticable puisque c'est la droite, dans toutes ses variantes, qui possède actuellement les majorités qui permettraient de prendre les décisions qui conviennent au plus grand nombre.

Mais sa politique met en première ligne de ses objectifs l'intérêt individuel. Ses décisions conduisent à l'insatisfaction générale et aux conflits d'intérêts parce qu'elles ne visent pas le bien commun. Pourtant cette politique domine dans – presque – toute la planète.

C'est dans ce cadre général que le Conseil d'Etat annonce les baisses de l'aide sociale. Ces coupes de quatre millions de francs, frapperont notamment les jeunes adultes sans charge de famille mais aussi les familles monoparentales.

La volonté affichée est d'imposer à ces assistés» l'acceptation d'un

emploi, quel qu'il soit, pour ne plus dépendre de la société. Par contre, dépendre d'un patron, d'une banque ou des publicités, ne pose aucun problème à la caste dirigeante. Dans un système basé sur l'attrait de la nouveauté, de la consommation du dernier objet à la mode, les victimes du capitalisme doivent obéir aux ordres de ceux qui possèdent les moyens pour décider de ce qui est bon et mauvais pour elles. L'insertion sociale qui accompagne ces mesures va certes dans la bonne direction, mais elle devrait se faire sans couper dans le minimum vital et deve-

nir le comportement adéquat.

Ces diverses propositions qui détériorent le climat humain et conduisent à la barbarie sont inacceptables pour celles et ceux qui pensent que l'émancipation humaine a encore une raison d'être.

Pour le moment, nous avons la possibilité de nous y opposer verbalement en faisant connaître nos arguments auprès des milieux que nous fréquentons. Au Grand Conseil, les députés populistes ont refusé ces mesures, mais ils ne sont pas – encore – assez nombreux pour pouvoir inverser la tendance. ■

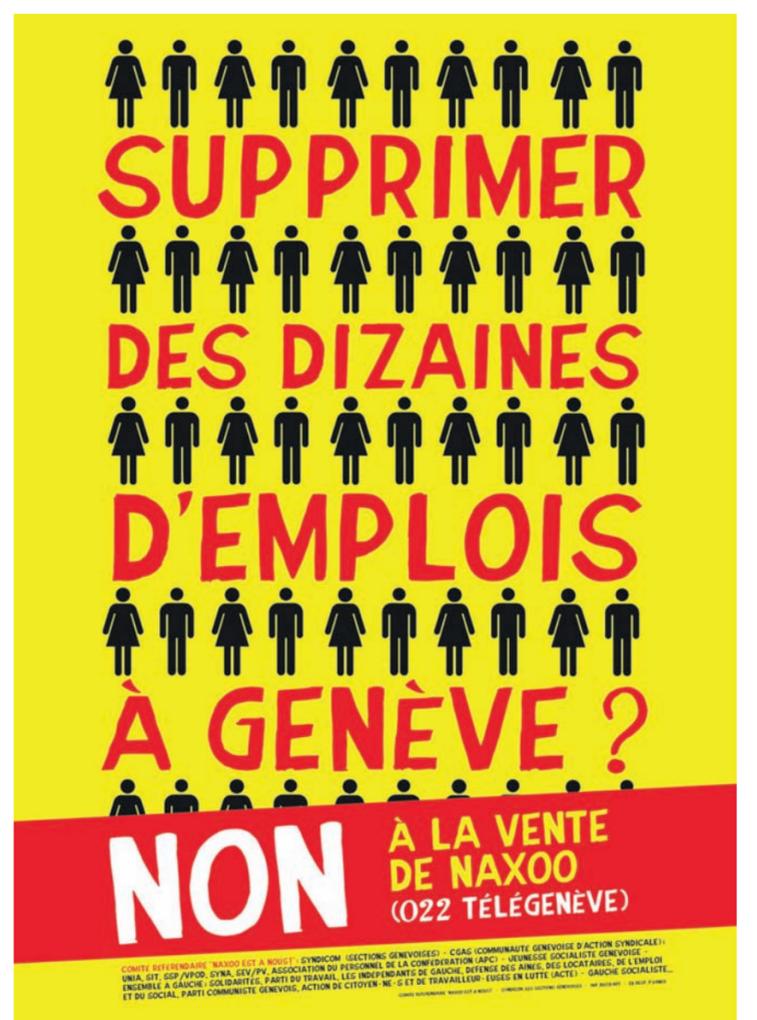
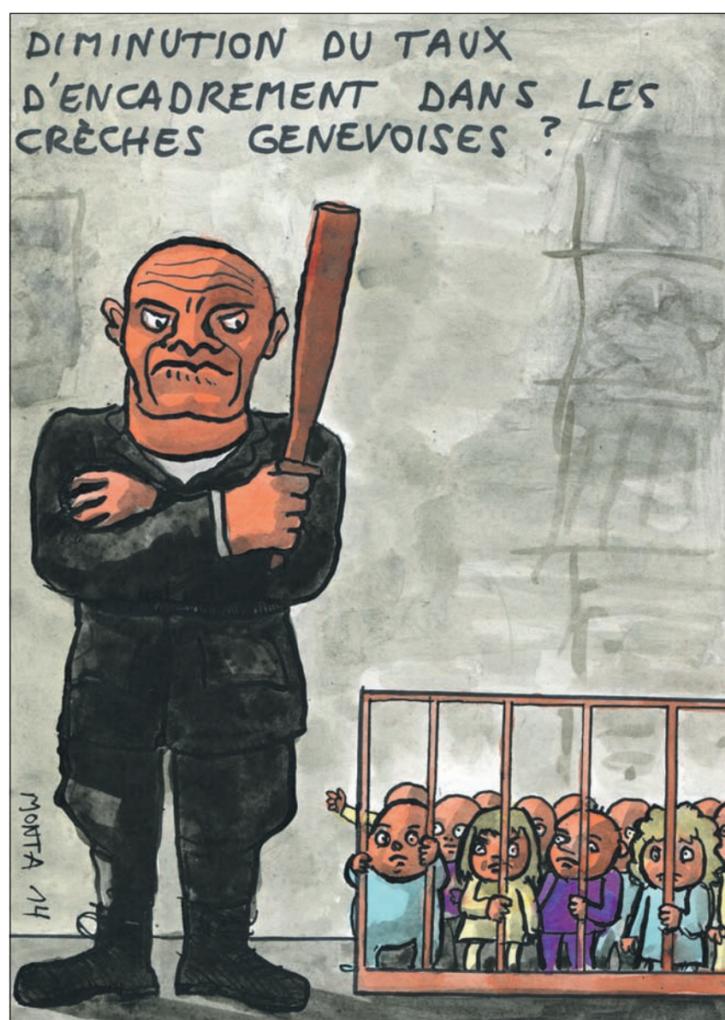
Alain Bringolf

L'accord Suisse-Chine est à bout touchant

On n'arrête pas le business, surtout quand la Chine vient d'annoncer qu'elle revendique la première place dans l'économie mondiale. Le 21 janvier, la commission de politique extérieure du Conseil des Etats a approuvé par 7 voix contre 0 et 5 abstentions l'accord de libre-échange entre la Suisse et la Chine. Et tant pis pour les droits humains. La commission a rejeté une proposition de minorité demandant l'introduction de dispositions contraignantes en matière de droits de l'homme et des clauses relatives au droit du travail, de même que la mise en place d'une procédure d'arbitrage, également pour les questions de travail et d'emploi, ainsi que la création de mécanismes de surveillance efficaces pour les éléments concernés par l'accord.

De même qu'elle a rejeté la pétition déposée par le professeur et avocat tessinois, Paolo Bernasconi, et par l'ancien président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Cornelio Sommaruga, exigeant un protocole additionnel concernant la protection des droits humains. Rappelons que lors de la dernière session d'hiver, le Conseil national s'est déjà prononcé en faveur de l'accord de libre-échange avec la Chine. ■

Réd.



Le migrant doit devenir un incitatif électoral

INTERVIEW • Du fait de la pression des partis nationalistes et de la non-représentation des migrants en politique, la défense des droits de cette population reste encore difficile, estime le rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'Homme des migrants, François Crépeau.

A l'invitation de la Coordination contre l'exclusion et la xénophobie genevoise - Stopexclusion, le professeur de droit international à l'Université McGill à Montréal et rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'Homme des migrants, François Crépeau, était invité à Genève pour parler des droits «souvent oubliés» de ces personnes. «Qui peut dire qu'il vit dans la ville de naissance de ses quatre grands-parents? Nous sommes tous des migrants. Cela fait partie de l'ADN de l'humanité depuis qu'elle a émigré d'Afrique il y a 80'000 ans», a-t-il expliqué en préambule de son exposé. Interview.

Les Suisses vont se prononcer le 9 février sur l'initiative de l'UDC «contre l'immigration de masse». Qu'en pensez-vous. Est-ce une initiative qui va contre le droit de migrants?

FRANÇOIS CRÉPEAU Je vais vous décevoir, car je ne répondrai pas à cette question, du fait que je ne suis pas Suisse et que mon mandat à l'ONU m'oblige à un devoir de réserve. Mais si le gouvernement helvétique, à l'issue du scrutin, adopte certaines mesures concrètes qui me paraissent contraires aux droits de l'Homme des migrants, je n'hésiterai pas à lui poser des questions.

Si la Suisse adopte une politique de contingentements des travailleurs et des frontaliers, cela n'est-il pas incompatible avec la libre circulation des personnes telle que pratiquée dans l'UE?

Il faut rappeler que la Suisse ne fait pas partie de l'Union européenne, mais seulement de Schengen: elle s'est engagée à ne pas effectuer des contrôles systématiques des personnes en provenance de pays membres de Schengen, mais peut autrement effectuer des contrôles à ses frontières dans le cadre de sa souveraineté nationale.

Dans une conférence de presse à l'ONU à New York en octobre, vous disiez que seuls les partis d'extrême droite parlaient d'immigration. Est-ce que vous le regrettez? Que doit faire la gauche?

Depuis 30 ans, les mouvements nationalistes populistes en Europe accaparent le débat, parce qu'ils ont été capables de mettre en avant des arguments et des solutions simplistes, comme par exemple, en proclamant la nécessité d'expulser tous les migrants sans statut légal. Face à cela, les partis mainstream, que ce soit la droite centriste ou la gauche socialiste, ont eu du mal à se positionner face à cette immigration extra-européenne. Et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les migrants ne sont pas des électeurs, ils n'ont pas de poids électoral pour ces partis. Aujourd'hui, il est impossible de dire que l'on va protéger le droit des migrants, car l'on est tout de suite accusé d'être contre la nation, la sécurité ou l'identité et la culture d'un pays. Quand Laurent Fabius, en son temps, avait légitimé le discours du FN en disant que M. Le Pen posait les bonnes questions, mais apportait de mauvaises réponses, c'était catastrophique. Ce qui fait qu'actuellement, la politique de la gauche ne varie que peu de celle de la droite sur ces questions, comme on peut le voir en France, en Angleterre ou en Italie. Ces partis adoptent des mesures répressives contre les migrants, sous la pression de partis populistes. A cela, il faut ajouter que contrairement à certaines catégories comme les ouvriers, les femmes, les gays et lesbiennes qui se sont mobilisés pour leur cause, en faisant pression sur les politiques et les partis pour les amener à transformer leurs conceptions politiques, tout en ren-



Les migrants n'ont pas de poids électoral et se mobilisent peu. Rare exception: en 2006, des centaines de milliers d'immigrants, essentiellement «latinos», étaient descendus dans les rues d'une centaine de villes étatsuniennes pour réclamer une vaste réforme libérale de l'immigration et la régularisation des sans-papiers.

dant intelligible un problème social complexe, les migrants se mobilisent rarement pour des manifestations publiques, par peur d'être identifiés, arrêtés, détenus et déportés. Les exemples des grandes manifestations en 2006 aux USA ou à Tel Aviv le mois dernier sont des cas isolés. Ce qui fait qu'il n'y a pas de débat politique sain sur migrants.

Que devrait faire une vraie gauche en faveur des migrants en statut précaire?

Pour moi, la seule ligne à tenir, c'est celle de la protection des droits de l'Homme de tous, des migrants comme des citoyens. Ils ne doivent pas être traités différemment, et notamment en ce qui concerne ses conditions de travail. Est-ce que leur salaire est payé à temps? Est-ce que leur protection dans des travaux souvent difficiles, dangereux et désagréables (les 3 fameux D) est assurée? Ce qui implique l'indépendance de l'inspecteur du travail qui doit regarder si les mêmes règles sont appliquées pour tous et non être un auxiliaire des services d'immigration. Qui osera appeler cet inspecteur s'il craint d'être dénoncé? Cette règle est aussi valable dans les services gouvernementaux publics, notamment à l'hôpital ou à l'école. Personne ne doit craindre d'être dénoncé quand il se fait soigner. Tout enfant a aussi le droit à être scolarisé, selon la convention internationale des droits de l'enfant.

Dans la même conférence de presse, vous disiez que les politiques de répression contre les migrants clandestins sont vouées à l'échec? Pourriez-vous l'expliquer?

Si on utilise une politique répressive dure - avec arrestation, détention et renvoi, on n'arrive à rien, car l'immigration illégale obéit à des facteurs, liés par exemple, à la misère, à la violence ou à l'instabilité d'un pays. En Syrie, du fait de la guerre, les gens partent. D'autre part, contrairement à un pays comme le Zimbabwe où personne ne va plus, car il n'y a plus de marché du travail, il existe dans les pays du Nord, un grand marché du travail clandestin, connu de tous: plusieurs secteurs dépendent de cette main-d'œuvre pour leur compétitivité, que cela soit dans l'agriculture, l'hôtellerie, la construction ou les services domestiques. En Italie, l'agriculture ne vivrait pas sans les migrants irréguliers africains. Si tout le monde partait du jour au lendemain, ces secteurs seraient en faillite. Il est impossible d'empêcher cette migration du fait de la demande des employeurs illégaux. Face à cela, fermer les frontières est une pure fantaisie. Cette logique économique

ne sera pas changée par des politiques répressives. Dans les années 60, beaucoup de Nord-Africains sont venus en France par l'immigration illégale. Ils trouvaient un travail chez des constructeurs automobiles français et finissaient par obtenir des papiers à la préfecture avec une régularisation à la clef. On laissait aussi les migrants aller d'un côté à l'autre de la Méditerranée. Ce qui faisait qu'il n'y avait pas de mort dans des embarcations de fortune, moins de marché du travail clandestin et moins de mafia. La répression ne peut pas battre les mafias qui font des profits sur le passage des migrants clandestins. C'est la même chose que l'on voit dans la «guerre aux drogues». La tolérance zéro a fait prospérer les cartels, mais aujourd'hui, des Etats comme la Californie ou l'Uruguay veulent dépénaliser les drogues pour couper l'herbe sous les pieds des mafias.

Au-delà de l'immigration illégale, constatez-vous les mêmes pressions sur les immigrés légaux?

Je crois qu'il y a de grandes différences entre les pays qui se considèrent comme des pays d'immigration à l'instar de l'Australie, du Canada, des USA et aujourd'hui l'Angleterre, et les autres. Les premiers pays permettent rapidement aux migrants de devenir des citoyens, en leur accordant la nationalité après 5 ans comme aux USA. Ils considèrent aussi que la diversité est un atout dans le monde globalisé de demain, ce qui fait que l'importante communauté iranienne de Toronto, par exemple, est bien acceptée par tous. En ce qui concerne l'Europe continentale et la Suisse, ces pays ne se considèrent pas encore comme des pays d'immigration, ce qui fait que l'immigration régulière est plus souvent tolérée qu'acceptée ou célébrée, malgré la décision volontariste de l'Union européenne de favoriser la libre circulation de ses citoyens.

Vous défendez la Convention internationale des droits des migrants. Pourquoi n'est-elle ratifiée que par si peu d'Etat et par aucun Etat industriel au Nord ni par la Suisse? Vous défendez aussi le principe d'une organisation mondiale de gestion des migrations. Avec quels objectifs?

La convention n'est pas ratifiée parce qu'elle dit que tous les migrants, même ceux en situation irrégulière, ont des droits. C'est un «speech act» que ne veulent pas faire les politiciens du Nord global. François Hollande ne va pas risquer d'annoncer publiquement qu'il va protéger les droits des travailleurs clandestins, pour ne pas donner des voix à Marine Le Pen. Les trois chefs des partis anglais ont

le même avis sur la venue de ressortissants roumains et des bulgares en Angleterre. Les droits des migrants irréguliers sont un non-dit, un indicible de la politique. C'est une limite structurelle de notre démocratie représentative, qui fonctionne à l'incitatif électoral: si vous n'êtes pas représenté, la protection de vos droits est difficile. Tant qu'on a cette limite, la garantie des droits des migrants n'est pas assurée.

C'est pour cela qu'il faut leur permettre un accès à la justice. Les tribunaux ont souvent été bons. La Cour suprême américaine a dit que les prisonniers de Guantanamo avaient des droits, contre l'avis de l'Administration. La Cour européenne des droits de l'Homme, mais aussi les Cours suprêmes australienne, canadienne ou anglaise, de même que des tribunaux locaux peuvent rendre des décisions favorables aux migrants, car elles ne sont pas sous pression électorale.

En ce qui concerne la gouvernance globale, il n'y a pas d'agence leader mondiale sur la migration, même si plusieurs



François Crépeau, défenseur international des droits des migrants. Carlos Serra

organisations touchent à la question. Le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) s'occupe des réfugiés. L'Organisation internationale du travail (OIT), des travailleurs migrants. Le bureau du Haut-commissaire aux droits de l'homme, des droits humains de tous, y compris des migrants, mais il a peu de moyens. L'Organisation internationale des migrations (OIM) s'occupe des migrants, mais n'a pas de mandat de protection de ces populations. Il n'est pas non plus une agence des Nations Unies, ce qui fait qu'elle n'est pas liée à la tradition de défense des droits humains de l'ONU, même si elle s'est pourvue de principes et pratiques utiles au cours de la dernière décennie. C'est pour cela que je préconise qu'on l'intègre à l'ONU, avec un solide mandat de protection des droits des migrants: les Etats ne le veulent pas pour l'instant, préférant paraître conserver leur souveraineté dans les politiques de migration. ■

Propos recueillis par Joël Depommier



Il y a vingt ans, le «Ya basta!» des zapatistes

MEXIQUE • Le 1er janvier 1994, l'Armée zapatiste de libération nationale se soulevait au Chiapas au cri de «Ya basta!» (ça suffit!) face au néolibéralisme. Depuis, la rébellion s'est organisée en communes pour garantir les droits des indigènes.

En guise de vœu de bonne année, ils ont lancé un cri: «Ya basta!» Le 1er janvier 1994, des hommes et des femmes, sommairement armés, investissent sept villes et villages de l'État du Chiapas dont la capitale, San Cristobal de las Casas. Le «ça suffit!» de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) surprend alors au-delà des seules frontières du Mexique. Sur le plan régional, les guérillas salvadorienne et nicaraguayenne ont en effet déposé les armes au terme de guerres civiles marquées par l'ingérence de Washington. Le Guatemala avance lui aussi sur le chemin de la paix. Pourtant, voilà dix ans que le mouvement insurgé se structure dans la clandestinité. Ce 1er janvier, la nation centraméricaine célèbre également l'entrée en vigueur de l'accord de zone de libre-échange (Alena) avec ses voisins du Nord, les Etats-Unis et le Canada, aux funestes conséquences sociales pour les Mexicains. Symboliquement, la rébellion indigène tient sa date. Elle qui fustige le néolibéralisme responsable de l'exclusion sociale de millions de Mexicains. Elle qui dénonce le sort des Indiens, ravalés au rang d'inférieurs, au sein d'un système social et politique corrompu, raciste et répressif. «Les dictateurs appliquent une guerre génocidaire non déclarée contre nos peuples, c'est pourquoi nous te demandons ta ferme participation en appuyant ce plan qui est celui du peuple mexicain qui lutte pour le travail, la terre, un toit, de quoi manger, la santé, l'éducation, l'indépendance, la liberté, la démocratie, la justice et la paix», avance en 1993 l'EZLN dans sa première déclaration de la forêt Lacandona. L'appel rencontre alors un écho planétaire, mettant à mal la fumeuse théorie de la fin de l'histoire et des idéologies. «C'est une démonstration de grande dignité que de rompre avec la plainte et le misérabilisme. Le soulèvement zapatiste montrait également



En plein triomphe de la «fin de l'histoire» surgit une mystérieuse armée zapatiste menée par le sous-commandant Marcos au passe-montagne devenu célèbre.

qu'un autre mode de vie était possible et souhaitable. Pour tous ceux qui militent, le «Ya basta!» a constitué un formidable espoir. Les plus piétinés, les plus fragiles étaient capables de nous montrer un chemin», rappelle la journaliste et productrice Aline Pailler, également militante au sein de Grains de sable, un collectif français de solidarité avec le Chiapas. Vingt ans plus tard, on peut même affirmer que cette région fut le berceau de l'altermondialisme et des futurs forums sociaux mondiaux.

Et pourtant, la guerre de basse intensité fait rage. Les pourparlers avec le gouvernement seront tumultueux et

dureront deux ans jusqu'à la signature des accords de San Andres, le 16 février 1996, avec une loi sur la culture et les droits indiens.

Gouverner depuis le bas

Faute de concrétisation de la part de l'Etat, l'autonomie revendiquée par les autochtones se fera sans lui avec la création de trente-huit communes. «Les accords ont été trahis par tous les partis politiques, y compris la gauche. Alors les zapatistes s'en sont détournés pour construire leur société, en articulant le mouvement révolutionnaire indigène au mouvement international. Sur le

plan interne, ils réfléchissent sur les rapports hommes et femmes. Concernant le social, ils vont développer leur propre système de santé, d'éducation, de justice. Ils construisent, en s'interrogeant sur la façon de gouverner depuis le bas, en partant des plus humbles. Lentement, car la vraie démocratie prend du temps. Et à gauche parce que leur analyse est marxiste», explique la journaliste. La forme de cette rébellion est aussi une clé de son attrait: «Si ta révolution ne chante pas, ne danse pas, alors ne m'invite pas à ta révolution», proclame-t-elle. Les personnalités se pressent au Chiapas. L'internationalisme prend un

nouvel essor. L'opportunité aussi. On joue des coudes pour être sur la photo en compagnie de l'énigmatique sous-commandant Marcos, au célèbre passe-montagne coiffé d'une casquette. La guerre se poursuit pourtant. Le gouvernement a créé une unité spéciale de contre-insurrection et va jusqu'à armer des groupes paramilitaires.

Vers l'autonomie

Reléguée au second plan par l'avènement de gouvernements de gauche sur le continent, la lutte pour la reconnaissance des droits des Indiens poursuit néanmoins son œuvre. Depuis 2003, le zapatisme s'est scindé en un mouvement civil autogérant les communes autonomes tandis que l'EZLN protège les territoires. La rébellion refuse de transformer l'Etat, s'écartant ainsi des exécutifs se réclamant du «socialisme du XXIe siècle». «Leur gouvernement autonome fonctionne très bien. Les zapatistes ont leur propre système de santé assuré par des paysans qui ont été formés pour être médecins mais non rémunérés. Ils se relaient tous les 15 jours. Pendant ce temps, d'autres paysans travaillent leur terre. C'est vrai aussi de l'éducation. Des non-zapatistes ont recours à la justice des communes», rappelle Aline Pailler.

Le 21 décembre 2012, date de la fin du monde selon le calendrier maya, 45'000 Indiens ont défilé dans les cinq grandes villes du Chiapas. Une brève déclaration ponctuera leur marche silencieuse: «Ecoutez, écoutez, le bruit de votre monde qui s'effondre, et d'un autre qui surgit.» Cet été, 20'000 personnes ont participé à leur «escuelita» (petite école). Dans cette maternelle, la révolution ne s'enseigne pas, elle se partage. Et près de 40'000 autres personnes sont attendues pour le 20e anniversaire du «Ya basta!» ■

Cathy Ceibe

Paru dans l'Humanité

Hambourg crée des zones interdites illimitées



Les militants de Hambourg défendent le maintien du site alternatif Rote Rosa.

Depuis le 4 janvier, la ville de Hambourg a instauré un état d'exception dans trois quartiers centraux de la ville dont celui de Sankt Pauli. Maître d'œuvre de cette politique de répression qui instaure l'obligation de présenter ses papiers, des fouilles au corps sans suspicion spécifique, des mesures d'éloignement ou des gardes à vue, le social-démocrate Olaf Scholz, maire de la ville, chef du gouvernement régional et vice-président national du Parti social-démocrate (SPD). A la base de cette mesure illimitée dans le temps, les manifestations de l'extrême gauche et des milieux squats qui se sont tenues en fin d'année pour s'opposer à la fermeture d'un emblématique squat, la Rote Flora, ouvert il y a 25 ans. Fin 2013, le propriétaire du bâtiment, Klausmartin Krestschmer, a demandé le paiement d'un loyer de 25'000 euros, ainsi que des dommages et intérêt de 9 millions d'euros, des sommes que ne peuvent évidemment pas rembourser les squatters. Le délogement par les autorités de 110 appartements des historiques maisons Esso – des blocs de préfabriqués des années soixante dont le nom vient générique vient de la station Esso de l'avenue Reperbahn – qui doivent être transformés en appartements de standing

avec un centre commercial n'ont fait qu'accroître la détermination des militants autonomes à s'opposer à une gentrification de la cité hanséatique. «Dans ces quartiers, un milieu international d'artistes, d'anarchistes et de communistes a fait éclore des plans pour les révoltes de demain, des travailleurs luttent pour l'amélioration des conditions de vie», expliquaient dans leur tract les organisateurs de la manifestation. Dernier point de litige: l'acharnement de Michael Neumann (SPD), sénateur de Hambourg pour l'intérieur et le sport, à traquer systématiquement les clandestins africains de la ville.

Face à cette politique de fermeture, près de 10'000 militants ont déambulé dans la ville le 21 et 28 décembre, avec des slogans comme «Cette ville appartient à tous». Des heurts se sont produits avec les 3'000 policiers antiémeutes, alors que près de 320 manifestants étaient arrêtés. «La police a adopté une tactique de l'escalade», a souligné Christiane Schneider, responsable de la politique intérieure à Die Linke, à l'issue de la manifestation. D'autre part, le parti estime que cette zone d'exclusion (ou zone interdite) est illégale et envisage de faire recours. «Cette mesure est problématique du point de vue constitutionnel, du fait que seule la police décide de la création et de la durée de ces zones et n'est contrôlée par personne», a expliqué la représentante de Die Linke. Les autorités ont aussi faussement prétendu que les manifestants avaient attaqué le commissariat de Davidswache, des accusations attestées comme sans fondement par l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Cet état d'exception décrété par les magistrats socialistes et qui étend de façon illimitée les zones d'interdiction temporaires prévues par la loi de police mise en place en 2005 par l'Union chrétienne-démocrate (CDU), touche près de 100'000 personnes des quartiers concernés, mais la résistance ne faiblit pas. Le samedi 18 janvier, une nouvelle manifestation s'est déroulée afin de défendre la Rote Flora et les maisons Esso. ■

JDr



COURRIER

«Il faut aussi combattre le sexisme caché»

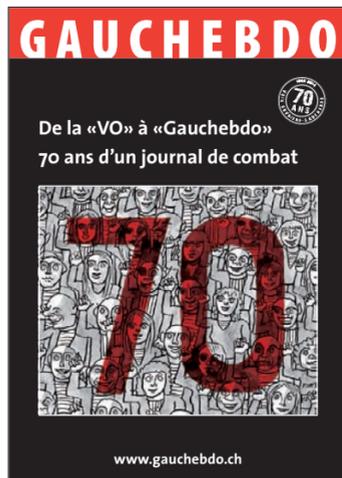
Anna Spillmann juge «androcentriste» le calendrier 2014 de «Gauchebdo».

Stéphane Montavon est un caricaturiste inspiré: ses dessins en disent plus long que de profondes analyses et son art parfait du jeu de mot les enrichit de la dimension verbale. Réceptif aussi à ce qui est tu – craintes, espoirs, contrariétés –, il capte les enjeux avec brio, dérision et humanisme. Ses caricatures dans *Gauchebdo* ont maintes fois dénoncé l'oppression des femmes dans notre société et le double langage de ceux qui la dirigent.

Pour 2014, le traditionnel calendrier que nous offre l'hebdomadaire n'est plus illustré des meilleures caricatures que l'artiste a réalisées pendant les douze mois précédents. Cette année, Stéphane Montavon retrace tout le passé de la *Voix Ouvrière*, l'ancêtre de la publication actuelle. Mais alors que celle-ci se veut «La tribune des hommes et des femmes qui résistent, la voix de celles et de ceux qui proposent de changer la société», le caricaturiste croque des figures humaines qui sont toutes masculines à deux exceptions près, et quand une femme apparaît c'est – cliché oblige – en relation avec un accouchement.

Dans la première séquence, où un quatuor masculin adresse aux lecteurs ses vœux rédactionnels de Nouvel An, on identifie Joël Depommier, Jérôme Béguin, Carlos Serra et l'artiste lui-même, mais on ne voit ni la présidente rédactionnelle Christiane Jaquet, ni l'administratrice Helena de Freitas.

Les combats contre le fascisme, l'impérialisme et le colonialisme qui nous sont rappelés semblent être menés uni-



Le calendrier 2014 de «Gauchebdo».

quement par des représentants de la gent masculine. Oubliés le travail accompli par Jacqueline Zurbrugg pour la rédaction et la diffusion de la presse clandestine antifasciste et celui de Louise Vuille qui a suspendu ses activités de dirigeante de la FTMH pour s'installer en 1941 à Annemasse, où elle offrait une boîte aux lettres pour les résistants français. Oubliée également Eugénie Chiostergi, l'intellectuelle et militante hors pair, qui a consacré un ouvrage à l'étude du fascisme, publié de nombreux articles sur le sujet et stimulé le débat auprès des immigrés italiens en Suisse. Pour en revenir aux luttes anticolonialistes: peut-on ignorer l'engagement pacifiste des militantes ayant participé à la fondation de la Fédération

démocratique internationale des femmes (FDIF) et à la création d'une organisation nationale Femmes suisses pour la paix et le progrès (FSP)?

A côté du gars costaud en bleu de travail luttant pour les droits sociaux, on aurait pu évoquer les ouvrières de l'horlogerie aux mains fines, syndiquées FTMH, qui en avançant la revendication «à travail égal, salaire égal» ont posé les jalons de la loi constitutionnelle sur l'égalité.

De même la défense des retraites est illustrée par un être masculin poussant péniblement son déambulateur, alors que c'est à la perspicacité des militantes femmes du Parti du Travail que nous devons le splitting, la plus importante amélioration de l'AVS depuis son instauration; ce sont elles qui en ont lancé l'idée, bien avant que les hommes de leur parti n'en comprennent l'importance, et qui ont réussi à convaincre d'autres forces de la justesse de la revendication de sorte qu'elle a pu être réalisée.

Partant de l'idée qu'un journal de gauche a aussi une tâche didactique à l'égard de son public, j'ai jugé important de réagir face au regard androcentriste de ce calendrier émanant d'hommes pourtant acquis aux revendications féminines. Combattre le machisme patent est plus aisé que déradiquer les manifestations d'un sexisme caché, un travail de longue haleine. Donnons à *Gauchebdo* les moyens de mener aussi cette lutte. ■

Anna Spillmann

«L'avenir de la condition féminine est l'avenir de tous»

Encore une ignominie de plus faite à l'endroit des femmes. La frange la plus ultraconservatrice de la droite suisse en remet une couche. Cette fois, c'est du droit au remboursement par l'assurance maladie de base des frais dû à l'interruption volontaire de grossesse qu'il s'agit, droit durement acquis par les femmes. L'argument massue de ces ultraconservateurs est le coût engendré par cette prestation. C'est que le ridicule n'est plus à chercher, car l'économie ne serait que de 0,03% des dépenses de l'assurance santé. Voilà qui est bien faible,

lorsque l'on sait les milliards de francs utilisés par l'assurance maladie de base pour remplir ses missions chaque année. Dans ce cas précis, il s'agit d'un montant tellement faible que cela est plus que risible. Il faut préciser que ce montant est en diminution ces dernières années, preuve que dans notre pays la contraception est bien comprise par l'énorme majorité des citoyens. D'ailleurs, les statistiques le prouvent. Dans la plupart des pays européens, le taux d'avortement est bien plus élevé que celui de notre pays. Ne s'agirait-il

pas d'une pingrerie de plus de la part de ces milieux ultraconservateurs? Cette question, on peut se la poser. Ou serait-ce le fait que les ultraconservateurs ont perdu lorsque la question de l'interruption volontaire de grossesse a été posée au peuple suisse par la voie des urnes. Dans ce cas précis, ne s'agirait-il pas de mauvais perdants et de revanchards? Il faut s'en souvenir le 9 février. Ceci parce que l'avenir de la condition féminine est l'avenir de tous. Que le ridicule n'est pas un avenir pour la condition humaine. ■

Thierry Cortat

«Il faudrait flanquer un grand coup dans les parti(e)s»

En Suisse, la politique a beau se vouloir citoyenne, elle est avant tout une question de partis. Ceux-ci cristallisent même les débats politiques, au point qu'ils constituent aujourd'hui moins des débats d'idées que des arènes théâtrales où s'opposent les partis, chacun avec ses arguments écrits d'avance et décidés en comité.

Au lieu de clarifier les débats comme on pourrait s'y attendre, la plupart des partis auraient même plutôt tendance à les museler. Regardons deux exemples. Une scène cocasse a eu lieu lors du débat d'Infrarouge du 14 janvier sur l'avortement. L'UDC Céline Amaudruz se retrouve alors opposée à son collègue UDC Dominique Bättig. La première défend le camp opposé à l'initiative contre le remboursement de l'avortement par l'assurance de base, contre l'avis de son parti. La présidente de l'UDC genevoise clame alors bien qu'elle n'a aucun problème à contredire son parti, car «l'UDC est un parti démocratique qui n'empêche pas ses membres de donner leur avis» et donc prendre ouvertement position en conséquence (le cas d'Eveline Widmer-Schlumpf est vite oublié, bien entendu). Mais, comme pour se contredire aussitôt, l'élue genevoise au Conseil national précise bien «qu'elle se sent très libre de le faire sur ce sujet, qui n'est pas une initiative UDC». Comprenez: si ça avait été le cas, elle se serait volontiers autocensurée et n'aurait pas défendu son avis à Infrarouge...

Episode plus parlant encore, le 16 décembre dernier. Lors du vote sur le budget 2014 de la Ville de Genève, les coupes voulues par les partis de droite et populistes n'ont pas pu être votées en raison des «traîtrises» de trois parlementaires. Fabienne Aubry Conne (ancienne libérale, devenue Vert'lib), Sylvain Clavel (ancien UDC) et Denis Menoud (exclu du

MCG), qui tous siégeant en tant qu'indépendant-e-s hors parti, ont choisi de voter, librement, sans craindre de représailles quelconques, contre le mot d'ordre de leur ancienne formation.

On pourrait en déduire qu'une fois libéré des consignes de votes et de prises de position de leur parti, nos élu-e-s ont une (fâcheuse) tendance à penser par eux-mêmes et se faire leur propre opinion plutôt qu'à voter ce que la majorité du parti leur a demandé. Un mal? Non, un bien, même si ça dérange les calculs politiques... Imaginons ce qu'il adviendrait dans une véritable politique citoyenne, sans partis, où chacun-e se verrait obligé de se forger sa propre opinion? Car la démocratie, c'est de cela qu'il s'agit: de personnes qui décident, non pas au nom d'un parti, mais en leur âme et conscience. Quand les Grecs ont inventé la démocratie, ils se sont bien gardés d'inventer les partis...

Alors peut-on imaginer une politique sans parti? Une politique où le débat ne se fait pas à coup de tous-ménages, d'affiches électorales et autres outils de propagandes qui relèvent plus du lavage de cerveau que de la politique. Une politique qui promouvrait l'auto-réflexion des citoyens sur les sujets débattus et qui ferait les aménagements institutionnels pour s'en donner les moyens?

Devant la crise du politique, certain-e-s rêvent d'un grand coup de pied dans la fourmilière. Pourtant, si ça défoule et crée de l'agitation, on sait qu'ensuite les membres de cette dernière ont tendance à la réintégrer et la reconstruire, à l'identique. Pour être plus efficace, peut-être faudrait-il plutôt flanquer un grand coup dans les parti(e)s... ■

Des anarchistes genevois-e-s

AGENDA CULTUREL ET MILITANT

Luttes ouvrières et syndicats

Samedi 25 janvier de 14h à 17h au Dickens 6, 6 av. Charles-Dickens, Lausanne



Les luttes ouvrières ont jalonné l'histoire du capitalisme. Elles ont pris des formes multiples, donné naissance aux organisations syndicales. S'attaquant aux effets néfastes du système, elles peuvent aussi en remettre en cause les fondements. Connaître les expériences des luttes passées les plus significatives aide à comprendre les enjeux des temps présents. C'est ce que propose d'explorer le syndicaliste Pierre-Yves Oppikofer à partir du passionnant documentaire *Les Lip, l'imagination au pouvoir*. Org. solidaritéS.

Une autre ville est possible

Jeudi 30 janvier à 18h30 au Dickens6, 6 av. Charles-Dickens, Lausanne

Conférence d'Yves Cabannes, titulaire de la Chaire de la Planification du développement à l'University College London et membre de la direction de plusieurs organisations de la société civile, et Cecilia Delgado, urbaniste et professeur à l'Université de Porto, suivie d'une série de témoignages d'acteurs engagés dans des alternatives citoyennes en Suisse romande et d'un apéritif dînatoire. Org. Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme

Récits de femmes

Du 28 janvier au 2 février à La Comédie, Genève

De courtes pièces de Franca Rame et Dario Fo qui traitent avec humour de la condition de la femme, de la sexualité, de la solitude, de l'adolescence, de l'éducation, de l'aliénation au travail, de l'exploitation. Rens et rés. sur www.comedie.ch et au 022 320 50 01.

Mémoires blessées

Du 28 janvier au 15 février au Théâtre St-Gervais, Genève

Chaque année depuis 2009, le festival «Mémoires blessées» met en lumière le destin tragique de populations ou d'individus que l'Histoire a écartés de ses registres officiels. Programme sur www.saintgervais.ch

Suisse, immigré-e-s, frontaliers/ères: fraternisons!

Samedi 1er février, de 17h à minuit à la Maison des Associations, 15 rue des Savoises, Genève

Grande fête contre l'initiative raciste et xénophobe de l'UDC: poésie, musique, chansons, stands, nourriture et boissons sur place.

Shitz

Jusqu'au 16 février à La Comédie, Genève

Sketches et chansons mis en scène par Hervé Loichemol et tirés des recueils *Que d'espoir!* et *Douce vengeance* et autres sketches de Hanokh Levin, critique acerbe de la réalité politique, sociale et culturelle de l'Etat d'Israël. Rens et rés. sur www.comedie.ch et au 022 320 50 01.

Maux croisés n° 66

par Jacky Corthay

Horizontalement

- Rendez-vous le 9 février
- Jeux 3. Calcul du cercle – Arche anglaise 4. Magasin de sport – Deux tiers de la vie 5. Robot humanoïde – Voyelles de Genève 6. Aussi sport de saison – Chaîne française 7. Tassa de droite à gauche – Etablissement d'accueil temporaire et d'urgence 8. Abrév. de régulier 9. Pays des JO d'hiver 10. Sportives ou scolaires

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Verticalement

- Bénévole 2. Club lyonnais – Partie de César – Uni populaire 3. Tempêtes – Service des routes 4. Hommes de confiance – Piège 5. Travaux publics – Fait du tort – Indiana University 6. Voyelles de visitée – Pédales des Eaux-Vives 7. Obama Quarters – Référence 8. Coloria – ... est humaine 9. Vainqueur du Tournoi de Davos 10. Sport roi en hiver – Sport olympique

La grille complétée peut être envoyée à Jacky Corthay, case postale 334, 1264 St-Cergue. A gagner l'ouvrage *Deux siècles de luttes. Une brève histoire du mouvement socialiste et ouvrier en Suisse* édité par Gauchebdo.

Solutions du n° 65

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	M	M	X	I	I	I	M	M	X	I	V	
2	O	U	N	A	M	A	I	N	E			
3	N	C	I	T	A	D	I	N	E	S		
4	T	R	A	V	A	I	L	L	E	U	R	S
5	A	M	E	E	L	L	E	S	C			
6	G	A	P	O	E	K	U	O				
7	N	I	A	Q	U	E	U	R	E	L		
8	A	N	G	O	L	A	I	S	R	E	A	
9	R	A	N	D	O	N	N	E	A	I		
10	D	R	A	C	U	L	A	L	O	R		
11	E	U	R	O	S	E	M	U	E			
12	S	D	E	C	O	L	I	E	R	S		

GAUCHEBDO

Société d'édition de Gauchebdo
Helena de Freitas, présidente hdf@gauchebdo.ch

Rédaction
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35 (répondeur)
Jérôme Béguin, rédacteur en chef jbn@gauchebdo.ch
Joël Depommier, réd. en chef adjoint jdr@gauchebdo.ch
Christiane Jaquet, prés. de la Conf. réd. cj@gauchebdo.ch

Dessins
Stéphane Montavon smn@gauchebdo.ch

Maquette
Solidaridad Graphisme www.solidaridad-graphisme.ch

IMPRESSUM

Administration
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch
032 422 69 17 & 078 804 68 64

Abonnements
www.gauchebdo.ch/abo | abo@gauchebdo.ch
case postale 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37
CCP 12-9325-6

Publicité
Sillage pub@sillage.ch | www.sillage.ch
tarifs sur www.gauchebdo.ch/pub

Impression
Pressor, Delémont

Iris et Peter von Roten, un couple incandescent

CINÉMA • «Verliebte Feinde» de Werner Schweizer retrace le parcours d'un couple hors du commun, qui se libérera de son milieu conservateur et bourgeois pour défendre en Suisse la cause des femmes, leur droit de vote et leur liberté sexuelle.



Fabian Krüger et Mona Petri affichent une ressemblance physique troublante avec les vrais protagonistes de ce couple historique.

Le nom d'Iris von Roten-Meyer (1917-1990) est connu comme celui d'une féministe ardente, intransigente et passionnée. Il est inséparable de celui de son mari, Peter von Roten (1916-1991) qui, inspiré par elle, mena le même combat. Ils revivent grâce au film *Verliebte Feinde* que leur a consacré Werner Schweizer, d'après le livre de Wilfried Meichtry. Relevons les qualités cinématographiques de cet opus. Et d'abord l'interprétation, remarquable de vérité, de Mona Petri et Fabian Krüger, aussi beaux l'un et l'autre que l'étaient les protagonistes de ce couple historique! Leur ressemblance est d'ailleurs troublante. C'est un film «mixte» où, entre les scènes de fiction, s'intercalent des témoignages: ceux de la fille du couple, Hortensia von Roten, de parents, d'amis, et celui de l'écrivain Maurice Chappaz, déjà très âgé. Ces regards extérieurs confèrent à l'œuvre une distance critique qui, cependant, ne tue pas l'émotion qui s'en dégage. Le film est instructif: on y revit quelques grandes étapes du combat féministe, comme le vote symbolique des femmes d'Unterbach (VS) le 3 mars 1957, à l'occasion des élections fédérales; on y réentend les déclarations antiféministes parfois stupéfiantes d'imbécillité de conseillers nationaux bourgeois, dont un certain colonel Bircher, plus connu pour sa mission médicale sur le front Est aux côtés de la Wehrmacht... Mais surtout, ce film est profondément humain.

Expériences de libération sexuelle totale

Iris Meyer naît dans la grande bourgeoisie protestante zurichoise. A la Faculté de Droit de Droit de l'Université de Berne, elle rencontre le rejeton d'une vieille souche aristocratique valaisanne, Peter von Roten. Celui-ci est profondément imprégné par le catholicisme ultra-réactionnaire, avec ce que cela implique de rejet de la chair, qui imprègne alors non seulement sa

caste, mais tout le Valais. C'est précisément l'évolution du personnage, au contact d'Iris, qui est l'un des éléments les plus intéressants du scénario. Passionnément épris l'un de l'autre, ils se marient en 1946. Mais leur vie de couple sera toujours extrêmement complexe et difficile, ce qui justifie le titre du film, «les ennemis amoureux». Iris von Roten ne se contentera pas de prôner par ses écrits la liberté sexuelle totale, mais la vivra pleinement, notamment lors d'un long séjour aux Etats-Unis. Et Peter de la suivre dans cette voie. On est proche des «amours contingentes» dont se réclamaient Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, mais vécus ici de manière moins intellectuelle. En 1944, Iris, avocate, est devenue la rédactrice en chef du journal *Schweizer Frauenblatt*, auquel elle imprime une direction résolument féministe. Quant à Peter, élu très jeune conseiller national catholique-conservateur (1948-1951), il s'engage lui aussi dans ce combat. Il présente une audacieuse motion pour l'introduction du suffrage féminin en Suisse, qui lui amènera le mépris et la haine de son parti. Une profonde complicité d'idées lie donc ce couple hors du commun.

Iris von Roten publie en 1958 *Frauen im Laufgitter* (Femmes derrière les grilles), qui s'inspire du *Deuxième Sexe*. Elle y dénonce l'asservissement de la femme, enchaînée au ménage et à la maternité, et affirme de surcroît son droit à la liberté sexuelle. Ce livre lui vaut une incroyable campagne de dénigrement. Elle est ridiculisée au carnaval de Bâle 1959. La critique se déchaîne. Même les féministes traditionnelles, les «suffragettes», se distancient d'elle. Sans doute cassée par ces réactions d'une extrême violence et s'estimant lâchée par ses consœurs, Iris abandonne la lutte. Elle entame une autre vie. Elle fait de longs voyages, seule, en Turquie, au Moyen-Orient, au Brésil, dont elle ramène des récits et des photo-

graphies. On peut alors la comparer à Ella Maillart ou à Annemarie Schwarzenbach. Avec cette dernière, elle partage certaines contradictions sociales. Ainsi, avant son mariage, Iris a fait signer à son futur époux un papier selon lequel elle ne s'occuperait jamais ni de cuisine ni de ménage. Un geste qui ne signifie nullement le partage des tâches dans le couple: ce dernier disposera toujours d'une domesticité et donnera des bals brillants en frac et smoking... Atteinte d'un mal-être croissant, Iris se suicide par pendaison en 1990, un acte tout juste suggéré dans le film avec beaucoup de pudeur. En cela aussi, elle a été fidèle à ses idées. N'avait-elle pas toujours dit qu'elle s'enlèverait la vie entre 65 et 75 ans, lorsqu'elle perdrait le goût de celle-ci?

Un aristocrate hippie et anarchisant

Quant à Peter von Roten, dans les dernières années de sa vie, il se laisse pousser barbe et cheveux, devient une sorte d'«aristocrate hippie» anarchisant, prône la liberté d'achat et de consommation de la marijuana et de l'héroïne, et s'engage même pour la suppression de l'armée. Quel chemin parcouru par le hobereau valaisan de Rarogne! Il ne survivra pas au décès du grand amour de sa vie et meurt l'année suivante, en 1991. Le silence qui a suivi la fin du film, lors de la projection pour la presse, témoigne de l'émotion qui a étreint les spectateurs. *Verliebte Feinde* (111 minutes), parlé allemand et sous-titré en français, va sortir prochainement sur les écrans romands. ■

Pierre Jeanneret

PUBLICITÉ

Café des Bouchers

 Restauration tous les jours dès 5h00
 avenue du Chablais 21 - 1008 Prilly
 021 624 08 08
 www.cafedesbouchers.ch

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Les créatrices ont leur dictionnaire

Les Editions des femmes (Paris) viennent d'éditer *Le Dictionnaire universel des créatrices*, sous la direction de Béatrice Didier, Antoinette Fouque, Mireille Calle-Gruber (lettrines dessinées par Sonia Rykiel). Ce dictionnaire est publié sous le parrainage de l'Unesco, afin de mettre en lumière l'apport des femmes à l'humanité: 7 ans de travail, 5'000 pages en 3 volumes, 1'600 auteur-e-s de tous les continents, 12'000 articles. Ceux-ci sont classés en 8 domaines identifiables par des couleurs: rouge orangé pour les Arts, jaune orangé pour ceux du Spectacle, vert tilleul pour la Géographie et l'Exploration, violet pour Histoire-Politique-Economie, vert vif pour Littérature et Livres, rouge magenta pour Sciences et Techniques, bleu violet pour les Sciences humaines et bleu ciel pour les Sports. Ces différents domaines pouvant être incarnés par Sonia Delaunay, Ariane Mnouchkine, Jacqueline Coutras, Katia Krafft, la reine Christine de Suède, Simone Veil, Simone de Beauvoir, Ada Lovelace, Marie Curie, Françoise Dolto, Maria Montessori, les sœurs Williams.

De A comme Aino Aalto, architecte finlandaise du début du XXe siècle, à Z comme Radmila Zygouris, psychanalyste française contemporaine, ce livre titanesque revisite 40 siècles d'histoire. Un panorama des femmes qui ont compté, ainsi qu'un certain nombre d'écoles, de mouvements, d'associations, d'institutions, de centres mis sur pied et destinés aux femmes, comme l'Initiative des femmes Nobel, née en 2004, l'Institut de la Mujer (Espagne depuis 1983), l'International Council of Thirteen Indigenous Grandmothers (2004) parmi bien d'autres.

«Comment faire un choix? Des lecteurs nous reprocheront probablement tel ou tel oubli», reconnaît Béatrice Didier, laissant la porte ouverte à des rééditions complétées et à une version numérique.

Le but des personnes qui ont envisagé et concrétisé cet ouvrage est de participer à l'éducation de la postérité, et, bien sûr, de redonner aux femmes la place qui devrait leur revenir. Cet ouvrage est «un encouragement à continuer la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes, pour une éducation de qualité de toutes les filles et de toutes les femmes», relève Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, qui a soutenu ce projet.

En 1995, Florence Montreynaud publiait *Le XXe siècle des femmes*¹, qui raconte l'histoire des femmes du monde entier, année après année, depuis 1900. Avant elle, il y eut de nombreuses entreprises de ce genre, mais elles ne modifièrent malheureusement pas les préjugés. Chaque année, les femmes donnent naissance à près de 133 millions d'enfants et assument la majorité de leur prise en charge et de leur éducation, rappelle le préambule. 300'000 meurent des suites d'une grossesse ou d'un accouchement, plusieurs millions restent mutilées à vie. L'interdiction et les restrictions du droit à l'avortement entraînent la mort de 47'000 femmes par an et des complications graves pour des millions d'autres.

Elles accomplissent les 2/3 du travail mondial, mais ne possèdent que 2% de la propriété et ne perçoivent que 10% des revenus. Leurs salaires sont partout inférieurs à celui des hommes (de 15% à 55%). La plus grande part du travail informel leur incombe. Elles demeurent les 2/3 des analphabètes et les 2/3 des personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, 65% de leurs emplois sont précaires et elles sont à la tête de 90% des familles monoparentales. Victimes d'un féminicide qui se perpétue dans l'impunité et l'indifférence, 200 millions de filles et de femmes manquent dans la population mondiale. Selon l'OMS, une femme sur 3 dans le monde subirait des violences sexuelles allant parfois jusqu'au meurtre. 140 millions de femmes subissent des mutilations génitales. Victimes de viols de guerre, 90% des filles et des femmes le sont dans certaines régions du Libéria. 90% des victimes de l'exploitation sexuelle sont des femmes. 603 millions vivent dans des pays où la violence domestique n'est pas considérée comme un crime.

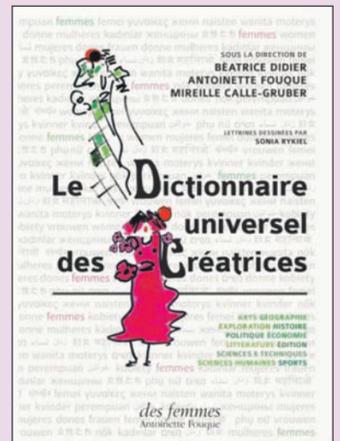
Enfin, elles sont sous-représentées dans tous les lieux de décision: 20% des élues dans les Parlements du monde. En France, 88% des institutions culturelles sont dirigées par des hommes. A la télévision, 63% des prises de parole sont le fait des hommes. Il n'y a que 7 femmes sur les 40 membres de l'Académie française, 2 sur les 75 personnalités du Panthéon. On pourrait continuer sur des pages l'énumération des injustices et des ségrégations qui touchent les femmes et qui perdurent, malgré les lois et les avancées sociales. Rappelons que pendant des siècles, les filles n'avaient pas droit à l'éducation, qu'elles n'ont été admises dans les universités et obtenu le droit de vote qu'au début du 20e siècle.

Or malgré cela, les femmes ont toujours été présentes, dans tous les domaines. Mais en même temps, systématiquement écartées des anthologies, dictionnaires, livres d'histoire, etc., ainsi que des contenus de l'enseignement. Quand j'ai fait mes études de lettres, de 1968 à 1970, le programme de littérature, en français comme en allemand, ne comportait aucune femme. Naturellement, ceci a une incidence sur les programmes de littérature de l'enseignement secondaire, où les femmes sont très rarement abordées. D'autant plus que les enseignant-e-s ont tendance à reproduire ce qu'ils et elles ont appris antérieurement. En outre, tous les manuels scolaires sont sexistes. On perpétue donc l'idée – fautive – que les femmes ne sont pas des créatrices. Ce dictionnaire apporte la preuve éclatante du contraire.

Il faut saluer cette magnifique entreprise, la concrétisation de ce dictionnaire, en espérant qu'il va désormais figurer dans les bibliothèques publiques du monde entier, notamment celles des écoles et des universités. En espérant, surtout, que, désormais, les personnes en charge de l'éducation, de l'élaboration des anthologies, des manuels scolaires, des domaines de la culture, de la littérature, du spectacle, des sciences, des sciences humaines, de l'histoire et des sports non seulement se procurent cette somme, mais en tiennent compte dans la vision de leur domaine et de l'humanité, afin que les créatrices soient enfin reconnues.

Huguette Junod

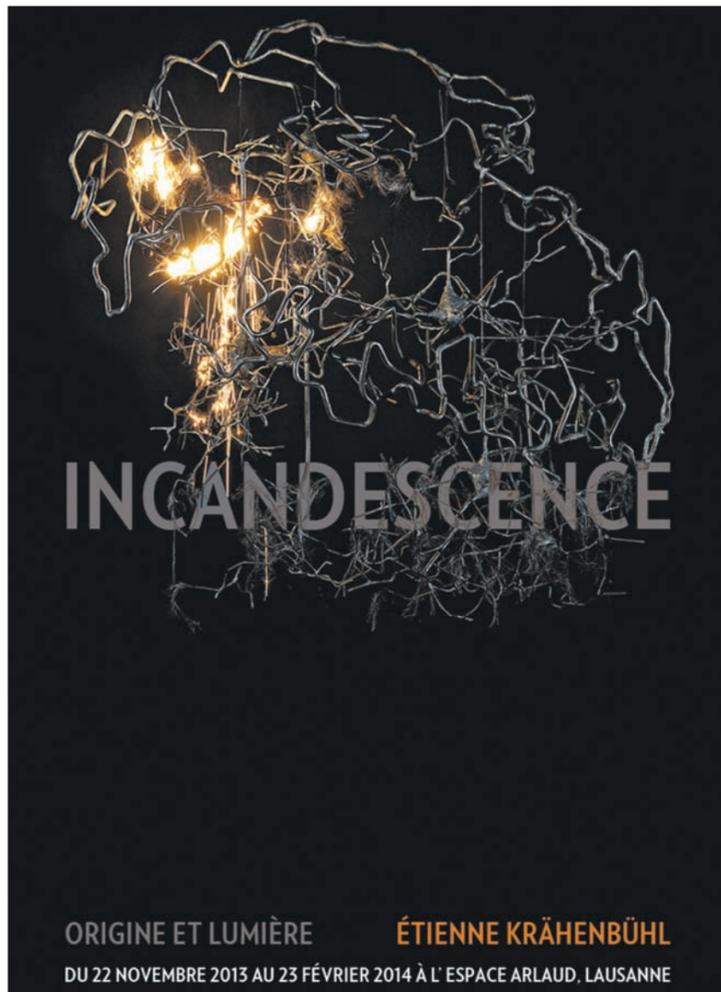
1. Plusieurs fois réédité et devenu en 2007 *L'Aventure des femmes XXe-XXIe siècle*.



Et l'acier fut trempé...

EXPOSITION • Graveur, sculpteur, enflammeur, forgeron: l'Espace Arlaud accueille l'œuvre plastique puissante d'Etienne Krähenbühl.

«**E**t l'acier fut trempé», le titre du célèbre roman soviétique de Nikolai Ostrovski (1932) conviendrait bien pour définir le travail d'Etienne Krähenbühl aux prises avec la matière. Né en 1953 à Vevey, le créateur a suivi l'Ecole des Beaux-Arts de Lausanne puis fait des stages à Barcelone et Paris. Depuis son retour en Suisse, il se consacre à la sculpture sur métal, avec une prédilection pour le fer et l'acier corrodés. Les vastes salles de l'Espace Arlaud ne sont pas trop grandes pour contenir ses œuvres puissantes et souvent monumentales. Certaines sont même spectaculaires, et non sans ironie, comme *Désolé* (2012), qui accueille les visiteurs sur le trottoir, devant le bâtiment: une voiture est écrasée par un énorme bloc de métal oxydé. Une grande partie de l'œuvre de Krähenbühl a d'ailleurs été conçue, non pour être enfermée entre les murs de musées, mais pour être intégrée dans l'architecture urbaine. L'exposition fait dialoguer pièces en trois dimensions et gravures aux motifs abstraits présentant un aspect granuleux. C'est ainsi qu'une immense façade faite de plaques très corrodées a pour pendant une paroi recouverte de gravures d'un rouge ocre. Mais l'artiste aime à utiliser d'autres matériaux, tel le cuir: une série de gants figés sont dressés comme les mains d'une foule. Etienne Krähenbühl s'intéresse aussi à la musique. Il crée de puissants effets sonores obtenus par le heurt entre des pièces métalliques. *Onde* se présente comme un immense xylophone au clavier de quelque dix mètres de longueur. Accrochée par des fils, la pièce pourrait faire penser aussi à ces ponts suspendus tels qu'on en trouve en Indochine ou dans les Andes: il se dégage de l'œuvre de l'artiste une véritable poésie qui naît de l'indéfinissable. On retrouve celle-ci dans des travaux tout de délicatesse où Krähenbühl utilise des fils de fer tenus ou de l'étoupe métallique. Le visiteur se baladera à travers un beau mobile scintillant, comme dans une forêt hivernale aux branches nues.



Un Vulcain ou un Prométhée de notre temps

L'artiste a le goût des formes élémentaires respectant «l'âme» des différents métaux. Associé à l'EPFL, il s'intéresse aux nouveaux alliages. Vulcain ou Prométhée de notre temps, il fait jaillir du métal le feu, ce que montrent diverses séquences vidéo. Il joue aussi avec le mouvement associé à la lumière: projetée sur des spirales de fer concentriques qui oscillent, celle-ci crée un jeu d'ombres mouvantes. La lumière est pour lui «une illumination qui embrase le cerveau», comme l'écrit David Collin, auteur d'une monographie sur Etienne Krähenbühl qui vient de paraître. Ce cerveau dont l'artiste a évoqué les cir-

convolutions par des structures de métal.

Le titre de l'exposition, «IncanDESCENCE», trouve son explication: «Dans le travail d'Etienne Krähenbühl, tout est relié par cette incandescence première, l'enthousiasme, l'énergie de créer, la vivacité des amitiés» (David Collin). Voilà donc une œuvre forte, s'inscrivant dans la durée, où se conjuguent un authentique travail physique sur le matériau brut, un souci de beauté formelle et une réflexion philosophique, néanmoins sans intellectualisme et qui s'incarne dans les métaux. ■

Pierre Jeanneret

«IncanDESCENCE», Lausanne, Espace Arlaud, jusqu'au 23 février.

500 pages pour souffler 125 bougies

LIVRE • «Une pensée unie – mais pas unique» retrace l'histoire du Parti socialiste.

«**U**ne pensée unie – mais pas unique»: c'est un beau cadeau de 500 pages que le Parti socialiste suisse (PSS) s'est offert à l'occasion de son 125^{ème} anniversaire fêté en 2013. Le livre retrace l'histoire d'un parti qui, depuis sa fondation en 1888, a beaucoup évolué. Richement illustré, l'ouvrage collectif offre surtout un intéressant panorama de l'histoire sociale suisse. Les textes abordent de nombreux aspects du mouvement ouvrier et syndical, ainsi que les situations particulières aux cantons. C'est Pierre Jeanneret, collaborateur de *GaucheBdo*, qui a rédigé la notice sur le Parti socialiste vaudois. Les contributions sont de valeurs inégales, mais elles sont souvent critiques. Ce n'était pas le cas lors du centième anniversaire du parti. La scission de 1921 avec les communistes, puis les relations avec le Parti suisse du Travail – POP sont ainsi traitées objectivement. D'au-



Richement illustré, l'ouvrage offre un intéressant panorama de l'histoire sociale suisse.

cuns reprocheront évidemment à *Une pensée unie* des manquements vis-à-vis de certains sujets, comme la «Paix du travail» ou l'intégration des socialistes dans les institutions. Difficile semble-t-il de faire mieux dans un ouvrage financé par le PSS et... la Migros, remerciée par l'éditeur pour son «engagement pour un partenariat social équitable»... Il

faut regretter la négligence de la traduction française, comme déplorer le prix élevé d'un livre qui mériterait une plus large diffusion. Domage que la Migros n'ait pas plus banqué. ■

Jérôme Béguin

Collectif, *Une pensée unie – mais pas unique. 125 ans du Parti socialiste suisse*, éd. Redboox, 68 frs.

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

Maman Jones, une grande figure du syndicalisme américain

On vient de rééditer la traduction française de l'*Autobiographie* de Maman Jones (Mother Jones)¹, une des grandes figures et héroïnes du syndicalisme américain. C'est un livre court et remarquable, avec des qualités littéraires, où la force de la conviction, une abondance de faits, un ton d'épopée (non sans moments d'humour), maintenant tantôt l'intérêt, tantôt l'enthousiasme, tantôt l'indignation du lecteur. Maman Jones, des années 1880 aux années 1920, a en effet vécu de la façon la plus intense les luttes très dures liées au développement de l'impitoyable capitalisme américain².



Mother Jones vers 1910-1915.

Mary Harris naquit entre 1830 et 1843, à Cork, en Irlande, où son grand-père fut pendu pour la cause nationaliste. Elle accompagna sa famille quand elle émigra en Amérique et vécut à Toronto, au Canada, où elle devint institutrice. Elle s'installa ensuite aux Etats-Unis et enseigna dans le Michigan, puis dans le Tennessee, où elle épousa George Jones, un ouvrier et militant syndical. Quatre enfants naquirent, mais en 1867, elle survécut seule de la famille à une épidémie de fièvre jaune. Elle gagna alors Chicago, y ouvrit un atelier de couture, mais perdit tout lors du grand incendie de la ville en 1871. Mary Jones commença à fréquenter les Chevaliers du travail (Knights of Labor), un syndicat combatif qui organisait aussi les ouvriers non qualifiés, et contestait la défense des élites ouvrières par l'AFL (American Federation of Labor) de Samuel Gompers. Les Chevaliers du travail menèrent des luttes comme celle à laquelle, en 1877, Mary Jones participa à Pittsburgh, capitale de la sidérurgie. Elle était présente à la première manifestation du 1er mai en 1886, qui réclamait la journée de 8 heures, et fut suivie du massacre de Haymarket qui entraîna la pendaison de cinq dirigeants ouvriers. A partir de 1890, Mary Jones est employée par les syndicats des mineurs (United Mine Workers of America) et va organiser et soutenir les travailleurs à travers tout le pays, en Alabama, en Géorgie, en Caroline du sud, en Pennsylvanie, dans le Colorado, en Virginie-Occidentale. Vers 1900, elle soutient le point de vue revendicateur de la Western Federation of Miners contre les compromis de l'United Mine Workers. En 1905, elle appuie la constitution d'un nouveau syndicat combatif, les I.W.W. (The Industrial Workers of the World). Elle appuya un temps le Parti socialiste d'Amérique fondé en 1901 par Eugene Debs. Elle mourut en 1930 à plus de 90 ans.

Maman Jones arpenta le pays, sans cesse pourchassée, digne grand-mère à cheveux blancs, considérée en 1902 par le procureur de Virginie-Occidentale comme la «femme la plus dangereuse d'Amérique».

Franchise et courage étaient assurément des traits qui la distinguaient. Voilà comment elle répondait aux menaces: «- L'inspecteur a dit que si vous veniez ici, il vous ferait sauter la cervelle. Il dit qu'il ne veut pas de vous par ici. / - Dites à l'inspecteur que de toute façon ce n'est pas lui que je viens voir, ce sont les mineurs» (p. 20), et, «- Maman Jones, vous allez demain à Cabin Creek. Croyez-vous que ce soit raisonnable ? / - Ce n'est pas raisonnable, mais c'est nécessaire» (p.107). Pour mieux comprendre l'esprit et l'action de Maman Jones, il faut se représenter la situation qui régnait alors aux Etats-Unis et qu'elle décrit ainsi: «Ce n'était pas le pouvoir républicain qui gouvernait le Colorado, c'était la Colorado Fuel and Iron Company, la Victor Company et leurs succursales. Le gouverneur n'était que leur agent. La milice, commandée par Bell, était à leurs ordres. Toutes les fois que les maîtres de l'Etat ordonnaient au gouvernement de japper, il aboyait comme un chien enragé» (p. 68). Dans les Etats miniers, les compagnies privées ne possédaient pas seulement les mines, mais encore les maisons logeant les ouvriers et les magasins où ils devaient se ravitailler avec les bons de travail qu'ils touchaient en guise de salaires, alors que des miliciens intervenaient violemment pour défendre les patrons. De la condition morale des travailleurs elle écrit: «Les mineurs qui passent leur vie dans ces lieux isolés n'ont devant eux que l'YMCA (mouvement de jeunesse chrétien) du patronat, les prêtres et les instituteurs du patronat, les docteurs et les journaux du patronat pour leur fournir des idées. Alors, ils n'en ont pas beaucoup» (p. 37). Son travail consistait à donner du courage, à créer des sections syndicales, à assurer le succès des grèves en récoltant des fonds et en distribuant l'aide nécessaire aux familles qui se battaient. Voici comment elle répondait à un vieux mineur pensant que la grève était perdue: «- Perdue! Pas tant qu'il vous restera du courage!...» (p. 106). Son efficacité était remarquable. Elle mobilisa les ménagères qui, munies de leurs balais et de leurs seaux, mirent en déroute les «jaunes» envoyés par les patrons pour remplacer les grévistes. Pour améliorer les lamentables conditions dans lesquelles les enfants travaillaient dans l'industrie textile, elle organisa une marche de 400 d'entre eux, pour expliquer leur sort à l'opinion publique et secouer son indifférence. Dans une région en grève en proie à la violence, elle empêcha les miliciens de tirer sur les ouvriers en posant sa main sur le canon de la mitrailleuse.

Si Maman Jones souhaita du temps libre aux ouvriers pour qu'ils puissent lire et réfléchir, elle n'est pas une idéaliste invétérée et sait qu'il faut d'abord viser l'essentiel: «Tout ce que désire l'homme moyen, c'est quelque chose qu'il puisse appeler son foyer: une famille qu'il puisse nourrir et vêtir, et un peu de bonheur de temps à autre. Et une fois par hasard, une folie» (p. 164).

Quant à la bureaucratie syndicale, elle ne lui fait pas de cadeaux: «Les travailleurs ont aujourd'hui à combattre non seulement leurs oppresseurs, mais aussi leurs propres chefs qui souvent les trahissent et les vendent, qui placent le souci de leur propre carrière au-dessus des intérêts de la masse, et qui manœuvrent ceux de la base comme des pions» (p. 166).

L'exemple de l'inlassable énergie et de l'infatigable dévouement de Maman Jones continue de nous donner du courage en ce début d'année 2014, car la majeure partie du monde connaît encore la servitude contre laquelle elle se battait, et même ailleurs, il faut chaque jour lutter pour protéger des acquis paraissant toujours plus menacés.

Jean-Marie Meilland

1. Maman Jones, *Autobiographie*, trad. par Colette Audry et Marina Stalio, Les bons caractères, 2012.

2. Sur l'histoire du syndicalisme américain, voir Daniel Guérin, *Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis 1867-1967*, François Maspéro éditeur, 1968.